

Tanger: Les squatteurs d'Al Irfane délogés

• Un millier d'éléments des forces de l'ordre toutes nuances confondues mobilisés pour l'opération

• Calme et sérénité pour déloger les derniers récalcitrants

• Les appartements libérés remis à leurs propriétaires

LES habitants du quartier Al Irfane se sont réveillés ce mercredi 1er juillet au bruit des bottes des forces de l'ordre. Jamais auparavant, les riverains de ce quartier, connu pour accueillir la plus forte concentration de migrants, n'avaient eu droit à un tel dispositif. Environ un millier de policiers, gendarmes, forces auxiliaires et même des éléments de l'armée étaient sur place pour mener à terme l'opération de délogement des appartements squattés.

L'opération a démarré à 7h30 pile, le déploiement du dispositif, lui, a été effectué une heure plus tôt. Pour faciliter la tâche, un recensement a été mené en amont afin d'identifier les appartements et les immeubles touchés. Le déroulement s'est effectué bloc par bloc, pour éviter que des squatteurs se cachent dans d'autres appartements. «Dommage qu'on en soit arrivé là. Nous avons demandé à notre communauté de quitter les lieux sans esclandre. C'est la loi, il faut la respecter», souligne Mamadou Yaya Diallo, président de l'association Visa sans frontières et installé à Tanger. En



Un très important dispositif a été mobilisé pour assurer le délogement des squatteurs d'Al Irfane, environ un millier d'éléments des forces de l'ordre pour éviter les dérapages comme par le passé (PH. Adam)

Une perte humaine

HIER matin, pendant que l'opération de délogement battait son plein, un migrant a été poignardé à l'autre bout du quartier Al Irfane. Alors que les équipes d'intervention étaient en pleine activité, un habitant du quartier est venu déclarer avoir vu un migrant clandestin gisant dans une mare de sang. Evacué vers l'hôpital, ce dernier n'a pas pu être sauvé et a succombé à ses blessures. Les causes du drame ne sont pas encore élucidées, mais tout porte à croire qu'il s'agirait d'un règlement de compte indépendant de l'opération de délogement. □

après des services de police a explosé ces derniers mois, d'où le besoin de prendre les mesures qui s'imposent. C'est le cas avec l'ultimatum lancé lundi dernier par les autorités de Tanger en donnant aux squatteurs

soir, une flotte de bus avait été mise à la disposition de ceux qui voudront de manière pacifique partir. Les récalcitrants ont été délogés manu militari et emmenés vers les bus pour leur transfert, accompagnés de leurs bagages et de leur famille.

A l'heure où nous mettions sous presse,

Tolérance zéro

LA patience des autorités a atteint ses limites. La wilaya avait, dès lundi, sommé «les ressortissants étrangers subsahariens ayant envahi et occupé illégalement des appartements à les évacuer immédiatement. Elle a tenu "parole" ce mercredi à Al Irfane rappelant ainsi que le respect de la propriété privée est garanti par la loi, et les autorités publiques sont dans l'obligation de le faire respecter sous la supervision du parquet compétent. □

Maroc? Des questions auxquelles les autorités n'ont pas encore apporté de réponse. Selon certains responsables de la police, une bonne partie de ces migrants aurait regagné les forêts environnantes des villes de Sebta et Melilla, leurs repaires d'origine, d'où un risque de pression migratoire supplémentaire sur ces frontières.



Près de 80 autobus ont été réquisitionnés pour assurer le transport des migrants. Les bus ont pour destination Agadir, Oujda et Taroudant, mais rien ne filtre sur le sort final des migrants (PH. Adam)

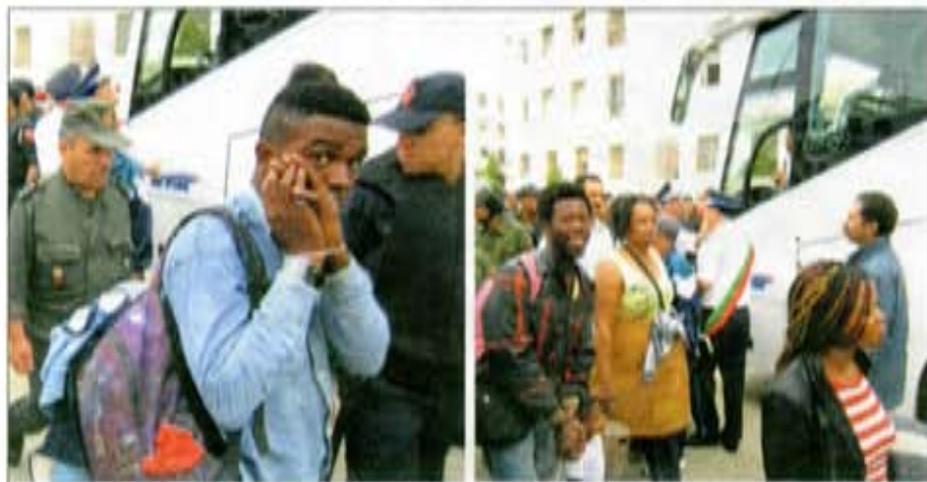
l'opération était toujours en cours. Une vingtaine de bus sont déjà partis au cours de la mi-journée du mercredi, sans aucun incident, comme a pu le constater sur place L'Économiste. Du millier de migrants qui occupaient le quartier (certaines sources parlent de plusieurs milliers), une bonne partie est déjà partie, soit via les bus mis à disposition à cet effet, soit par leurs propres moyens. Dès la mi-journée du mardi, un nombre élevé de migrants était visible du côté de la gare routière et de la gare ferroviaire. Certains d'entre eux étaient en partance vers des proches ou de la famille installés dans d'autres villes.

Ceux n'ayant pas respecté l'ordre de sommation seront acheminés vers Oujda, Agadir et Taroudant. Sur place, personne n'est en mesure de dire quel sort leur sera réservé. Seront-ils refoulés vers leur pays d'origine, seront-ils autorisés à rester au

Avec l'augmentation des migrants et surtout l'ouverture de l'initiative louable du Maroc de régulariser leur situation, leur nombre a explosé entraînant une forte pression sur le quartier Al Irfane. Depuis environ deux ans, les tensions n'ont pas manqué de monter entre habitants du quartier et migrants. Les premiers accusant ces derniers de dérangements divers, allant du vacarme au trafic de drogue et d'alcool frelaté avec un risque réel sur la sécurité des riverains. Leur nombre avait même refroidi les ardeurs des autorités et des forces de l'ordre, selon les habitants du quartier, qui se plaignaient de ne pas trop voir la police dans le quartier. □

De notre correspondant,
Ali ABJOU

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com



Si sur certains visages on pouvait voir la peur ou la crainte, d'autres par contre semblaient tranquilles. En effet, l'opération de délogement a été menée avec tact de la part des policiers, même si, dans certains cas et pour éviter la tentation de fuite, certains ont été menottés avec des gâlnes (PH. Adam)

effet, une bonne partie des migrants illégaux installés à El Irfane et dans d'autres quartiers comme Mesnana squattent des appartements appartenant à des particuliers marocains. Le nombre de plaintes déposées

24 heures pour quitter les appartements. Lundi soir, une équipe d'agents de l'autorité avait fait le tour du quartier et informé les migrants en personne de la nécessité de libérer les appartements squattés. Mardi